

PHILOSOPHIA SCIENTIÆ

JEAN CAVAILLÈS

La crise de l'église protestante allemande

Philosophia Scientiæ, tome 3, n° 1 (1998), p. 55-62

http://www.numdam.org/item?id=PHSC_1998__3_1_55_0

© Éditions Kimé, 1998, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « *Philosophia Scientiæ* » (<http://poincare.univ-nancy2.fr/PhilosophiaScientiae/>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

La crise de l'église protestante allemande

(Politique 12 (1934), 1036-42)

Jean Cavailles

Les évènements qui viennent de bouleverser encore l'Eglise protestante rappellent assez par leur violence et la situation troublée qu'ils laissent ceux par lesquels s'acheva l'année 1933. La décision est-elle plus proche ? On le saura en janvier. Du moins ces longs mois de luttes embrouillées auront-ils permis à l'opposition de s'organiser et de préciser nettement le système qu'elle prétend substituer à l'ordre officiellement établi.

On se rappelle l'origine du conflit : les *Chrétiens allemands*, transposition religieuse du national-socialisme, avaient, grâce à l'appui officiel, obtenu la création d'une église hiérarchique du Reich, superposée aux vingt-sept églises régionales et confessionnelles et pris en main, là aussi bien qu'ailleurs, à peu près tous les leviers de commandes. Mais les intempérances de langage de certains d'entre eux, devenus hauts dignitaires, avaient en novembre-décembre 1933 provoqué une grave crise, une avalanche de démission, et l'évêque d'empire Müller, ami personnel du chancelier, essayait en vain en janvier de réformer le "ministère ecclésiastique" à l'aide duquel il devait, d'après la nouvelle constitution, régir l'Eglise. Alternant rigueur et clémence, il menaçait de suspension, le 4 janvier, tout pasteur qui en chaire dirait un mot du conflit, puis demandait aux évêques opposants de se réunir avec lui à Berlin pour chercher un terrain d'entente. Le 25 janvier, Hitler lui-même recevait les adversaires pour leur conseiller la paix et, le 27 en effet, la presse évangélique pouvait publier une déclaration où les chefs ecclésiastiques se proclamaient «groupés derrière l'évêque d'empire, décidés à appliquer ses décisions dans l'esprit où il les a prises, à empêcher l'opposition ecclésiastique et à raffermir son autorité par tous les moyens constitutionnels». Mais ce n'était que jeu de façade : le 29, l'évêque Meiser, de Munich, retirait sa signature et le Pfarrernotbund, ligue d'opposants particulièrement résolu, renouvelait que pour lui aucun accord n'était possible avec Müller. Aussi bien, le même jour, son chef, le pasteur Niemöller, de Berlin-Dahlem, était-il mis à la retraite d'office par l'évêque de Berlin. Ainsi la lutte repartait aussi violente entre les deux camps. En contraste avec celle des mois précédents elle se caractérise par les tactiques nouvelles employées de part et d'autre : du côté évêque d'empire, incorporation des églises régionales dans l'église nationale ; du côté opposants, constitution des "synodes confessionnels".

L'année 1934 fut l'ère de la centralisation pour toute l'Allemagne : elle vit disparaître tour à tour la plupart des organes qui donnaient encore au "pays" un reste d'autonomie par rapport à Berlin. Il était naturel que le mouvement s'étendit au domaine ecclésiastique : c'était pour l'évêque d'empire un excellent moyen de réduire l'opposition des évêques provinciaux en les dépossédant de tout pouvoir effectif. A cette tâche nouvelle, le directeur ministériel

Jäger, nommé ministre ecclésiastique en mars, conseiller juridique de l'évêque d'empire et en quelque sorte son bras séculier, devait de mars à novembre consacrer toutes les forces d'un tempérament d'ailleurs un peu rude. En juin 1933 il avait déjà, pour une période de tension, était nommé, par le ministre Rust, commissaire du gouvernement pour les églises prussiennes. Son énergie et son indifférence aux questions théologiques l'avaient rendu célèbre. «L'apparition de Jésus dans l'histoire est le jaillissement d'une flamme nordique au milieu d'un monde déchiré», tel avait été son premier message en juin 1933. En septembre 1934, à Stuttgart, il proclamait «les professions de foi sont sujettes à varier. Elles peuvent au cours de l'évolution admettre en elles de nouveaux éléments... Comme but final, nous nous proposons de surmonter les confessions, de supprimer les divisions religieuses au sein du peuple allemand. Au terme nous voyons une église nationale». De telles paroles pouvaient scandaliser — elles exprimaient bien l'esprit même qui devait diriger la suppression des églises régionales. La question se posait en effet sur le terrain confessionnel. La constitution du 11 juillet 1933 avait eu soin de ne fonder qu'une fédération d'église :

art. II 3) «les Eglises régionales deviennent indépendantes au point de vue de la confession et du culte.»

art. II 4) «L'Eglise évangélique allemande peut, sous forme de loi, donner des directives uniformes aux Eglises régionales... en vue des cas seulement où leur constitution n'est pas déterminée par la profession de foi.»

Aussi bien luthériens que réformés ne pouvaient admettre la séparation entre discipline et gouvernement ecclésiastique d'une part, profession de foi d'autre part. Dans l'ancienne Allemagne où le souverain du pays était chef de l'église régionale, il n'exerçait son autorité qu'à travers un ministère appartenant à la confession intéressée. L'incorporation voulue par Jäger devait lui aliéner les théologiens et les laïcs les moins soucieux de prendre part à la bataille ecclésiastique. Il réussit pourtant dans les petits pays luthériens voisins de la Prusse et où les Chrétiens allemands tenaient à la fois les sièges d'évêques et les majorités des synodes : en Nassau, Schlesvig-Holstein, Thuringe, même en Saxe, mais là, non sans que de nombreuses protestations ne se fissent jour. Pour la Prusse elle-même l'union personnelle entre l'évêché du pays et l'évêché d'empire réalisée par Müller avait dès mars liquidé la question. Des difficultés plus sérieuses se présentent à propos de la Bade en juillet, mais surtout pour le Hanovre en août, le Wurtemberg et la Bavière en septembre. Ici intervinrent victorieusement les synodes confessionnels.

Jusqu'en 1934 c'était surtout les pasteurs qui avaient pris une

part active à la lutte, ou tout au moins s'étaient groupés pour elle comme dans le *Pfarrernothbund*, simple association ecclésiastique. L'originalité — et l'habileté de la tactique nouvelle — est d'avoir constitué à côté, au sein même de l'Eglise officielle, une église régulière basée comme l'autre sur la communauté des fidèles qui, dans les paroisses, signaient individuellement leur adhésion et d'où émanait la hiérarchie des synodes directeurs. Dès le début de l'année s'étaient constitués de semblables "synodes libres", d'abord purement réformés, puis groupant des représentants des Unis de Prusse et des réformés : à Barmen pour la Rhénanie le 19 février. Le mouvement prit toute son ampleur après les incidents de Dortmund le 16 mars : le synode provincial de Westphalie — un des rares où la majorité n'était pas aux mains des Chrétiens allemands — dirigé par son président, le superintendant Koch, refusa d'obéir aux ordres de l'évêque d'empire, dissous par la police d'Etat, se reconstitua le même jour — amputé de la minorité fidèles à l'évêque — en "synode confessionnel" et se déclara seul régulièrement chargé des affaires de la direction de l'Eglise de Westphalie, retirant toute autorité à l'évêque et ses aides. En vain le président Koch fut-il mis à la retraite d'office, en quelques jours 140 paroisses de Westphalie envoyèrent leur adhésion. Deux mois après, les 29-31 mai, se réunissait à Barmen un "synode libre évangélique" groupant les représentants des unis de Prusse, des réformés et luthériens de toute l'Allemagne : «l'actuel gouvernement ecclésiastique a abandonné les fondements essentiels de l'Eglise, le synode confessionnel a, dans ces conditions, le devoir de rassembler et de représenter dans l'église évangélique allemande les paroisses professant la foi évangélique». La déclaration était signée non seulement de Koch, mais entre autres des évêques de Bavière, Meiser et de Wurtemberg, Wurm. Enfin le synode national réuni à Dahlem les 19 et 20 octobre proclamait :

«§ 2. En vertu de l'état d'exception où se trouvent les églises, le synode confessionnel de l'église évangélique allemande crée de nouveaux organes directeurs...»

«§ 3. Nous adjurons les paroisses chrétiennes, leurs pasteurs et leurs anciens, de ne plus recevoir d'ordres de l'actuel gouvernement ecclésiastique... de rompre avec ceux qui s'y soumettent encore. Nous les adjurons de s'en tenir aux décisions du synode confessionnel et de ses organes réguliers.»

«§ 4. Nous revendiquons du gouvernement d'Empire la reconnaissance que, pour toutes les affaires de l'Eglise, son enseignement, sa discipline... nous sommes seuls à juger et décider.»

De fait le synode confessionnel prit sur lui de consacrer des pasteurs. Mais pour en arriver là, non seulement la ténacité des organisateurs de l'opposition fut nécessaire, mais aussi la

collaboration des autorités ecclésiastiques officielles, avec leurs maladroitesses rigueurs, leurs incohérents et souvent illégaux ukases.

C'est, en effet, un des traits assez curieux de cette lutte qu'un bon nombre de décisions officielles purent être attaquées en justice comme manquant de base juridique. Ainsi le pasteur Niemöller, destitué le 27 janvier, fut réintégré dans tous ses droits par les tribunaux, le 5 juillet. Pour la validité des ordonnances générales flottaient des doutes analogues, renforcés d'ailleurs par la succession des contre-ordres : le 13 avril, en un message de paix, Müller suspendait l'action du rigoureux décret du 4 janvier, mais le 9 juillet étaient à nouveau interdites dans la presse toutes discussions sur les affaires ecclésiastiques, jusqu'au 17 août, date à laquelle quelques jours avant le plébiscite, le ministre de l'Intérieur rendait une liberté relative à la presse religieuse, supprimée à nouveau le 6 novembre. Le meilleur exemple est encore le décret pris par le ministre ecclésiastique le 21 août : «les réglemens des églises provinciales, fixant le statut des pasteurs et fonctionnaires ecclésiastiques, d'application suspendue par les décrets des 16 novembre et 8 décembre 1933, sont, en vertu des ordonnances de l'évêque d'empire des 4 janvier et 13 avril, à nouveau mis en vigueur.» — ce qui signifiait simplement que le paragraphe aryen allait de nouveau être appliqué. — On conçoit que la résistance ait eu la partie belle. En vain, le 6 juillet, le conseiller Jäger convoqua-t-il à Erfurt une commission chargée de rédiger la nouvelle Constitution : non seulement les trois évêques Marahrens, Meiser et Wurm, mais de célèbres professeurs de théologie, chefs des Chrétiens allemands l'année passée, Althaus, Fezer et Gogarten refusèrent d'y participer. En vain, le 9 août, la réunion du synode national devait-elle mettre fin aux dissentiments : le conseiller ecclésiastique Breit protesta solennellement aussi bien contre l'ordre du jour et la date choisie (entre les obsèques de Hindenburg et le plébiscite du 19 août) que contre les changements arbitraires opérés parmi les membres (la plupart des opposants avaient été purement et simplement exclus), dernier griefs repris par un juriste, le conseiller Flor, pour dénier toute validité aux décisions du synode. En vain le serment de fidélité joignant l'obéissance au Führer avec celle promise à Dieu et à l'Eglise put-il sembler un dernier moyen de pression : les protestations contre cet étrange assemblage furent si violentes qu'on dut changer la formule et ne réclamer des pasteurs que le serment habituel obligatoire pour les fonctionnaires laïques.

Mais c'est autour des trois églises de Hanovre, Wurtemberg et Bavière que la lutte, dès la fin août, se circonscrivit. Menacé de suspension, l'évêque de Hanovre Marahrens organisa un referendum parmi ses pasteurs : sur 870 votants, il obtint 773 adhésions contre 30 abstentions et 67 non. Le 3 septembre un décret décidait

l'incorporation des églises de Wurtemberg et de Bavière. Devant les protestations de l'évêque Wurm, on crut pouvoir fabriquer contre lui une affaire de détournement de fonds — qu'il avait en réalité mis en sûreté à Bâle. Le 22 septembre Jäger arrivait à Stuttgart, suspendait l'évêque, nommant à sa place un commissaire ecclésiastique. Comme à Stuttgart les manifestations se multipliaient, que Wurm défendait à ses subordonnés d'obéir à tout autre qu'à lui-même, il fut, le 6 octobre, ainsi que quelques uns de ses collaborateurs, consigné par la police dans sa maison avec interdiction de communiquer au dehors. Cependant un referendum lui donnait parmi les 1.222 pasteurs de Wurtemberg 981 approbations contre 76 non. En Bavière, les événements prirent plus d'ampleur encore : à la suite d'un article de la *Fränkische Tageszeitung*, où Meiser était représenté comme adversaire du régime, des manifestations spontanées se produisirent à Munich où la foule vint chanter le choral de Luther sous les fenêtres de son évêque, à Nüremberg où des services furent improvisés dans les immenses églises bondées. Le 11 octobre, Jäger décida la création d'un évêché de Franconie avec siège à Nüremberg ; le jour même, dans toutes les églises eurent lieu des services de deuil, autels voilés de noir, pasteurs récitant leurs vœux d'ordination et jurant de n'obéir qu'à leur évêque régulier. Le lendemain Meiser, mis à la retraite d'office, était aussi consigné dans son domicile. Quelques scènes violentes eurent lieu contre Jäger et ses commissaires. Le dimanche 14, comme on interdisait à Meiser de se rendre à l'Eglise, à la sortie du culte les fidèles de toutes les paroisses de Munich se pressèrent autour de sa maison, un service en plein air fut célébré dans sa cour, le pasteur prêchant sur le texte : «La Parole de Dieu n'est pas enchaînée» (Ps. 91). Deux délégations vinrent à Berlin apporter au Ministre la protestation de 135.000 paysans de Franconie, geste que renouvelèrent, le 22 octobre, les bourgeois de Nüremberg, tandis que le 21, 800 fidèles faisaient le voyage de Nüremberg à Munich pour assurer Meiser de leur fidélité — et n'était d'ailleurs même pas admis à le voir.

La situation devenait intenable : le 16, une démonstration quelque peu trouble avait eu lieu sur la place du marché à Nüremberg, à la suite de quoi les chefs locaux national-socialistes s'étaient hâtés de proclamer leur neutralité. Le chef des Chrétiens allemands Kinder, les hauts fonctionnaires ecclésiastiques Langmann, Birnbaum, Christiansen demandèrent à l'évêque d'empire le départ de Jäger ; celui-ci riposta en révoquant ceux qu'il considérait encore comme ses subordonnés. Mais, le 26, Jäger démissionnait d'abord de sa charge de conseiller juridique, puis, le 31, de toutes ses fonctions. Le 27, Müller convoquait un conseil d'évêques et, le 31, le *Völkische Beobachter* pouvait annoncer que Hitler recevait en audience spéciale les trois évêques opposants

Marahrens, Meiser et Wurm. Les deux derniers, remis en liberté dès le 26, avaient aussitôt repris leurs fonctions et déclaré nulles toutes les décisions prises par les commissaires installés à leur place. Le 6 novembre, à peu près tous les professeurs de théologie, le conseil du Synode confessionnel, les évêques opposants, le Luther Bund, de grandes organisations missionnaires adressaient à Müller lettres et télégrammes pour réclamer sa démission. Mais celui-ci refusait : «pour éviter des désordres plus grands et par sentiment de sa responsabilité envers le grand nombre de ses concitoyens qui sont devenus étrangers à l'Eglise». Depuis il a dû, sur l'avis du professeur Noack dont il avait sollicité le conseil juridique, renoncer, le 20 novembre, à la plupart des décisions unifiantes prises cette année, reconnaître à nouveau un gouvernement indépendant aux églises de l'Union de la Vieille Prusse, de Bade, Wurtemberg, Hanovre, Bavière et Silésie, ajourner enfin la conférence générale des évêques à laquelle il voulait en appeler. De son côté, l'Eglise confessionnelle a constitué un gouvernement provisoire avec l'évêque Marahrens (président), le superintendant Koch (ministre des Unis de Prusse), le pasteur Humburg (réformés), le conseiller Breit (luthérien), enfin l'administrateur juridique Friedler. «Le temps des protestations, menaces et prières est passé... Remplis d'obéissance envers le Maître de l'Eglise, d'amour pour notre peuple, de fidélité au Führer et à l'autorité, nous nous mettons à l'œuvre.»

Mais le Führer ne se presse pas d'intervenir. En vain Müller se considère-t-il toujours comme ce qu'il fut en 1933, une sorte d'agent de liaison entre l'Eglise et le III^e Reich, en vain les Chrétiens allemands dénoncent-ils leurs adversaires comme une «opposition politique déguisée», dans deux discours récents M. Göbbels a tenu à affirmer la neutralité complète du gouvernement, et l'organe officiel des Chrétiens allemands, *Evangelium im Dritten Reich*, parut l'autre jour aux deux tiers caviardé. A la vérité les paroles de Göbbels sont un peu amères : «Les Eglises nous ont mal récompensés après tout ce que nous avons fait pour elles», contiennent même quelque menace : «si elles veulent laver leur linge sale en public, nous n'y voyons pas d'inconvénient à condition : 1) que l'Etat n'ait pas à en souffrir ; 2) que la chose ne se passe pas dans nos salles de réunions publiques, mais dans les églises.» C'est que, si les pasteurs ont pris la parole dans des salles publiques, leurs églises avaient été fermées par la police, de même que Meiser et Wurm étaient contraints par elle de rester chez eux. C'est qu'indépendamment de ces désordres qui par eux-mêmes sont déjà pour elle un échec, la politique national-socialiste a bien dû reconnaître une borne à son action : extérieure en renonçant à acclimater dans l'Eglise ses conceptions autocratiques et unitaires ; intérieure, en tant qu'idéologie de la race, en ne réussissant pas la synthèse avec une foi qui se veut pure des inspirations du

siècle.

Le 27 août, à Ehrenbreitstein, Hitler offrait à nouveau son alliance aux Eglises : «Le national-socialisme n'est ni antichrétien, ni anti-ecclésiastique, il se tient au contraire sur le terrain d'un réel christianisme... Où peuvent se mieux confondre les intérêts que dans notre lutte contre le bolchévisme, le mouvement athée... les divisions entre classes ? Ce ne sont pas là principes antichrétiens mais chrétiens. Et je crois que si nous n'avions pas obéi à ces principes, nous n'aurions pas le succès pour nous, car le résultat de notre lutte politique n'est sûrement pas sans être béni de Dieu.» Comme preuve de sincérité, des instructions sévères étaient données aux chefs de la Jeunesse hitlérienne — à laquelle en décembre 1933 avait été incorporée la Jeunesse évangélique — pour qu'aucun obstacle ne soit mis à l'accomplissement des devoirs religieux, pour que cesse toute propagande en faveur du "Mouvement de foi allemande" dirigé par le professeur Hauer. Tactique momentanée, embourgeoisement du national-socialisme ? Il est difficile de décider. La sympathie de certains chefs comme Baldur von Schirach reste pour la foi germanique, Rosenberg est toujours chargé de l'éducation culturelle du parti, et la jeunesse, au moins en grande partie, souverainement indifférente au christianisme. Pour les adultes au contraire la crise semble avoir réveillé une foi latente : c'est peut-être en partie au "ressentiment" qu'il fallait attribuer le succès des discours antichrétiens. Les temples sont maintenant pleins dans ce Berlin qu'on croyait athée et le jour de la fête de la Réformation des services de profession de foi furent célébrées dans les lieux les plus inattendus : au zoo, dans les salles de fête Germania ou Hohenzollern bondées d'une foule vibrante. Opposition au régime ? peut-être plutôt une défense tardive pour la paix et le silence dans l'obscur jardin de la religiosité luthérienne.

Jean Cavallès